



La Commune



Le Parti socialiste est-il vraiment mort ?

Publié le mardi 27 juin 2017



La mort du PS est annoncée depuis plusieurs semaines. Le petit caudillo Valls ne cesse de le répéter. Il vient de s'effondrer mais « tant qu'il bouge une oreille, c'est qu'il n'est pas mort » pourrait-on dire. Nous ne sommes pas, quant à nous, à son chevet. Ce parti dévoué à l'ordre établi depuis 1914, a secrété ses propres liquidateurs, déguisés en « réformateurs ». Ceux-là, Hollande et Valls ont été devancés dans leur entreprise par Macron et d'une autre manière par Mélenchon. À ceci près que leurs formations politiques respectives LREM et FI sont invertébrées.

Août 1914 . Au lendemain de l'assassinat de Jean Jaurès qui menait campagne contre la guerre, le parti socialiste a cédé aux sirènes de l'Union sacrée. Jules Guesdes qui incarnait son aile marxiste, est devenu ministre de la Guerre d'un gouvernement belliciste. Ainsi le PS-SFIO disait vouloir défendre la république contre le Kaiser allemand. Dans le même temps, le SPD allemand disait vouloir défendre l'Allemagne contre le Tsar des Russies. Ainsi, les partis sociaux-démocrates sombrèrent dans la collaboration de classes et le soutien à leur propre impérialisme pour toujours.



Guy Mollet et François Mitterrand

Un parti réformiste sans réformes

Décembre 1920 . Au congrès de tours, la majorité des délégués décident la création du Parti communiste-SFIC. Une minorité de délégués, avec Léon Blum, décide de garder la vieille maison. Le PS incarne alors le « réformisme » qui prétend améliorer progressivement le sort des travailleurs et des couches opprimées dans le cadre de la III^e République. Les jours de fêtes, ses orateurs clament leur foi au socialisme et leur condamnation du capitalisme. Pour se maintenir, le PS doit nécessairement s'appuyer sur les ouvriers et les couches inférieures de la petite bourgeoisie.

« Néo-socialisme » et « travaillisme »

1933. Un certain Marcel Déat, numéro 2 du PS, veut allier « le socialisme et l'autorité » (comme dirait Valls de nos jours) et imposer au parti un « néo-socialisme » débarrassé de toute trace de marxisme. Ce sera la première des tentatives de liquidation du PS. Déat et ses soutiens seront exclus du PS puis Déat évoluera vers le collaborationnisme pro-nazi.

En 1946, c'est autour de Léon Blum de tenter une « réforme » du PS par sa transformation en « parti travailliste » qui intégrerait les mouvements issus de la résistance « non communiste » et prêcherait un humanisme hors de toute lutte de classes. C'est un certain Guy Mollet qui, au nom du marxisme, prend la tête de l'opposition à ce projet et devient chef du parti socialiste.

Sous les fourches caudines du gaullisme

En 1958, le PS-SFIO, en soutenant de Gaulle et la Constitution de la V^e République fait un pas vers son effondrement. 11 ans plus tard, son candidat aux présidentielles, Gaston Defferre obtient le misérable score de 5% des suffrages. Il y avait eu, en 1964, la tentative de former en France un parti démocrate « à l'américaine » mariant socialistes et démocrates-chrétiens, tentative qui avorta. En 1971, après un premier « toilettage » au congrès d'Alfortville de 1969, vient le congrès d'Épinay où Mitterrand, tout nouvel adhérent, prend la tête du parti et l'entraîne dans la stratégie d'union de la gauche.

Vingt ans plus tard, alors que le PS est au gouvernement, Fabius plaide pour sa transformation en « parti des réformes ». En 2009, Valls commence à plaider à son tour pour le changement de nom du PS.

Changer de base... sociale

À travers toutes ces tentatives de transformer le PS en « autre chose », il y a la volonté de s'affranchir complètement de la base sociale d'origine du PS, au nom bien sûr de son élargissement, compte tenu du fait que les travailleurs se détachent de ce parti institutionnel. En ce sens, le mot « socialiste » est de trop, il renvoie toujours à l'idée de la transformation sociale et à la nécessité d'en finir avec le capitalisme, même si ce sera « aux calendes grecques ». Dès 2007, la candidature Royal manifestait la volonté de « changer de base... sociale », ce qui en retour ne manquait pas d'affaiblir le PS, à commencer par son corps militant, son influence dans les syndicats.

Laissons maintenant la parole au ci-devant Hollande : « *le PS ne peut se dépasser que si d'autres viennent le rejoindre – Le meilleur nom que l'on puisse trouver c'est le « Parti de la gauche » – Oui, mais Mélenchon a déjà préempté la marque- Le Parti du progrès, donc* ». « *Ce que vous ne faites pas par des alliances, vous le faites par la sociologie. Par l'élargissement – Vous pouvez imaginer que viennent aussi des gens qui n'ont jamais fait de politique partisane, des gens du centre – Ça ne pourra pas être un jeu d'appareil* »¹

Pour autant, la déstabilisation et le laminage du PS n'est pas le fruit d'un complot ourdi par Hollande, pas plus qu'elle n'est le fruit de l'éclosion de LREM et de FI. Elle est le résultat du rejet du PS par sa base sociale ouvrière et populaire d'origine, qui suscite une fuite en avant de ses caciques. La base ? Celle qui s'abstient, celle qui déchire sa carte, celle qui se radicalise contre le capitalisme et ses plans destructeurs et cesse de croire au mythe du « moindre mal ».

A suivre sur notre site cet été.

*Daniel Petri,
25 juin 2017*

¹ Propos tenus par F. Hollande le 11 décembre 2016. Un président ne devrait pas dire ça...Gérard Davet Fabrice Lhomme. Stock - Pages 623-625